

## LE MODE D'ACCUMULATION MIMETIQUE ET LA COHERENCE INTERNE DU SYSTEME ECONOMIQUE NATIONAL\*

Par

*Krzysztof J. NERS\*\**

Le phénomène de la «mondialisation» est bien expliqué par l'approche impérialiste et dépendantiste et comme tel il est rarement contesté. La caractéristique essentielle du processus de l'intégration des pays en voie de développement (PVD) dans l'économie mondiale est l'asymétrie des relations avec comme résultat la position dominante des pays capitalistes développés (PCD) dans l'espace économique ainsi créé.

Les contraintes résultant de cette intégration ont été telles qu'on en arriva à poser deux postulats pour échapper à ces contraintes. Pour certains, une rupture complète avec ce système était nécessaire alors que pour d'autres un changement des rapports de force dans le cadre de l'économie mondiale était suffisant. Dans les deux cas, ces postulats nous paraissent irréalistes. L'échec de la construction d'un «marché socialiste» a démontré la difficulté de réaliser la première proposition. En ce qui concerne la deuxième, il nous paraît illusoire d'espérer le changement, dans un proche avenir, des règles gouvernant le fonctionnement du marché mondial. D'ailleurs l'impasse du dialogue Nord-Sud en constitue la preuve. Pour d'autres encore, il faut plutôt accroître le degré d'intégration des PVD dans l'économie mondiale.

En ce qui nous concerne, au lieu d'entrer dans la querelle autour du degré de participation dans la division internationale du travail, dont la coloration idéologique est évidente, il nous paraît plus intéressant, si nous voulons élaborer une stratégie qui pourrait en limiter les conséquences négatives, de concentrer l'analyse sur les formes que cette participation à la division internationale du travail peut prendre ainsi que leurs résultats.

Outre les contraintes résultant des dépendances technologique, financière et scientifique, nous voudrions aussi insister sur un aspect non moins important de ce problème et qui, dans les PVD, constitue une caractéristique essentielle des structures internes résultant de cette intégration. La faiblesse des structures internes découle du fait que les PVD «sont passés par un processus de modernisation des formes de consommation d'une partie de la population avant de s'engager de manière décisive dans le processus de l'industrialisation» (1).

Les modèles de consommation imités des pays ayant le niveau d'accumulation de capital le plus élevé ont pour une large part, déterminé le sens du développement dans les PVD (2). Ce phénomène n'était pas perceptible au moment de l'importation de ces biens de consommation ; mais

---

\* *Les vues exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et pas nécessairement l'Institution avec laquelle il collabore.*

\*\* *Institut d'Economie des Pays en Voie de Développement – Varsovie, Pologne, 24 Rakowiecka.*

dans les phases ultérieures, il apparut nettement que la structure de production était liée à la technique à adopter, celle-ci reposant sur un coefficient élevé de capital par personne employée.

Or, le phénomène de comportement mimétique des PVD dépasse le domaine de consommation, (cf. le « démonstration effect » de Duesenberry) ; « il imprègne les conduites des producteurs, des gouvernements et de tous les agents dans leur vie quotidienne » (3). Le processus d'industrialisation qui s'est effectué au cours des 30 dernières années un peu partout dans le Tiers Monde (4) était marqué par trois facteurs de déséquilibre : l'apparition des firmes multinationales (FMN) comme acteur important, l'influence des modèles de consommation mimétiques mentionnés et le comportement mimétique des agents nationaux de l'industrialisation.

Ce dernier aspect nous paraît extrêmement important, comme instrument assurant la position privilégiée des pays du « centre » dans la phase actuelle de l'évolution du système économique mondial. Au cours de cette phase, l'utilisation de forces extra-économiques a cédé la place à d'autres mécanismes de domination qui s'articulent par la « combinaison des facteurs internes et externes » (5) résultant de la rencontre de deux dynamiques de sociétés ayant des degrés différents d'accumulation du capital.

C'est cet aspect important qui détermine les efforts des pays du Tiers Monde pour rattraper l'écart par rapport aux PCD (6). Les comportements mimétiques dans le domaine de la consommation d'une part et les choix des voies de développement (7) d'autre part sont tous les deux renforcés par l'action stimulante des PCD : les sociétés occidentales exportent dans les PVD non seulement des produits, des capitaux et des technologies, mais également leurs styles de vie, de consommation, leurs systèmes de valeurs, d'organisation, leurs institutions, etc... (8).

En admettant qu'il n'y ait pas qu'une seule voie de développement — comme le suggère l'approche évolutionniste — on pourrait interpréter une partie du développement historique des PCD comme universelle et d'autres comme spécifiques. Ce caractère spécifique résulterait des conditions existantes lors du début du développement et de son déroulement.

Malgré de nombreuses déclarations et critiques adressées à W. W. Rostow, la vision évolutionniste du progrès linéaire et de la « maturation » constitue un paradigme dominant. Cela nous amène à cette idée prédominante que l'industrialisation capitaliste et par conséquent, le mode de croissance et d'accumulation capitalistes sont objectivement inévitables. On oublie que ce mode était le produit historique d'un développement spécifique de la formation capitaliste au cours d'une interaction du développement des forces productives et du sous-système socio-politique (9).

Dans notre optique, les PCD constituent un seul groupement qui depuis 200 ans environ a eu l'opportunité de se développer d'une façon autonome. Ce fait a eu à notre sens une importance décisive dans sa relative réussite économique. Cela est dû principalement à la cohérence interne du

processus de développement qui englobait l'ensemble de l'économique, du social, du politique et du culturel. Evidemment, nous ne prétendons pas prendre à la légère tous les défauts et contraintes qui sont inséparablement liés au mode de production capitaliste.

Pourtant cela ne change pas notre thèse qui est que les mécanismes propres à ce mode de production ont déterminé la voie de l'évolution de la formation capitaliste.

Les pays sous-industrialisés – soit du capitalisme périphérique soit socialistes – n'ont pas disposé de cette chance historique (10). Par suite de ce manque de chance historique, le mode de croissance des sociétés à fort taux d'accumulation du capital prend une ampleur universelle (11), soit directement par le biais du transfert de technologie, soit par l'intermédiaire de l'effet de démonstration à la Duesenberry, soit par les choix décisionnels des modalités de l'allocation du capital (12), soit par tous ces éléments à la fois.

Cette localisation historique nous permet d'utiliser, dans cet article, les notions de «mode d'accumulation mimétique», «croissance mimétique» et «industrialisation mimétique» qui découlent du schéma qui représente le fonctionnement actuel des PCD (13).

Ainsi nous appellerons «secteur mimétique» (14) celui où se concentrent les investissements qui ont fait la réussite des PCD et qui «s'imposent ex-post comme un modèle par définition» (15). Il en résulte une densité de capital importante dans certains «pôles» qui ne correspondent pas au niveau d'accumulation du capital dans l'ensemble de l'économie nationale d'un PVD (16). En effet les structures productives (17) de l'ensemble du système économique d'un PVD sont déterminées par un mode d'accumulation caractérisé par la prédominance des éléments des forces productives provenant des pays ayant un degré d'accumulation du capital plus élevé.

Le mode d'accumulation que nous venons d'introduire ne désigne pas seulement l'approvisionnement en matière de biens d'équipement importés (18) mais aussi le caractère mimétique de l'accumulation même si l'essentiel de ces biens provient des PVD. Ainsi la dimension des unités de production et leur concentration dans certains secteurs et régions, la structure sectorielle de la production globale et les techniques utilisées en dépassant la capacité du système économique du pays ne permettent pas la généralisation du progrès.

La réalité a démenti la thèse selon laquelle certains pays sont dits sous-développés parce qu'ils sont incapables de franchir un seuil donné de croissance – franchissement encore plus difficile aux «late comers» parce qu'il exige une accumulation initiale plus importante qu'auparavant. Sans prendre à la légère les difficultés de démarrage, il faut constater que la majorité des PVD ont réussi, malgré leur niveau de revenu national bas, à mobiliser une partie importante du produit global pour l'accumulation.

**Tableau I. : L'Accumulation dans les PVD, 1960-1981 (%)**

Indicateur (%)	1960-70	1970-78	1979	1981	1982*	1983*a
Part de l'investissement brut dans le PNB total	20.1	24.8	26.2	25.8	24.6	24.7
Part de l'épargne nationale brute dans le PNB	18.5	23.7	25.8	24.9	22.1	24.0
Taux de croissance réel de l'épargne nationale brute (taux moyen annuel)	7.2	10.2	2.7	2.9		

Source: *Banque Mondiale, Rapport Annuel, 1983.*

\* *World Development Report 1985, Washington, World Bank, 1985, p. 151, Ces données concernent la part dans le PIB ;*

\*a *estimation.*

De même, l'approche simpliste identifiant le sous-développement à la faiblesse de l'industrialisation dans le Tiers Monde a été désactualisée par l'effort considérable d'industrialisation dans les PVD. La part de l'industrie dans le PNB de ces pays est passée de 25.8% en 1960 à 35.5% en 1980 (19). La part de l'industrie manufacturière était moins élevée mais a aussi enregistré un changement important : de 14.2% en 1960 à 20.1% en 1980 (20). Le fait que la part de la production de biens d'équipement par rapport à l'ensemble de la production industrielle des PVD ait augmenté de 25% à 30% entre 1960 et 1980, (1977) (21) constitue une nette manifestation des changements structureux dans l'économie des pays du tiers-monde. Au début des années 1980, cette évolution dans la production s'est manifestée par le fait que la part des articles manufacturés dans l'ensemble des exportations des pays du Tiers Monde, pétrole exclu, a atteint 50%.

**Tableau 2 : Taux moyen annuel de la croissance industrielle des PVD, 1965-1982 (%)**

Groupe de pays	1965-73	1973-80	1980-82
Pays en voie de développement	7,9	6,5	0,7
Pays à faible revenu	7,0	8,1	4,8
l'Asie	6,9	8,5	5,3
l'Afrique	7,8	1,0	-4,1
Pays à revenu intermédiaire	8,2	6,0	-0,6
- exportateurs de pétrole	8,3	5,2	-0,2
- importateurs de pétrole	8,2	6,5	-0,9

Source : *World Development Report 1985, World Bank, Washington 1985, p. 151.*

Pourtant ces chiffres, même accompagnés du taux de croissance impressionnant (22) du PIB, ne cachent pas l'évidence de plus en plus consciente de la crise du développement dans le Tiers Monde.

Le sous-développement est lui-même une situation de la crise permanente, mais cela n'empêche pas son évolution. Or, aujourd'hui le sous-développement, sans négliger le niveau bas du revenu national dans la majorité des pays du Tiers Monde, se manifeste nettement comme le mal-développement. Ce n'est pas seulement une question sémantique. Cela désigne un changement qualitatif. La marginalisation d'une partie importante de la population, les disparités régionales croissantes au sein des PVD, «... les déséquilibres profonds et croissants dans la répartition des coûts et des bénéfices du développement économique...» (23), la concentration des revenus et des richesses par les minorités illustrent cette situation.

Cela veut dire que l'approche économiste qui insistait surtout sur la dynamique des macro-indicateurs — PNB, investissement national brut, épargne nationale brute etc... — n'est plus suffisante. Le problème essentiel se déplace et se situe maintenant au niveau des distorsions et des déséquilibres socio-économiques qui constituent des caractéristiques plus significatives du sous-développement que le bas niveau de revenu national. Ainsi chaque approche stratégique doit en tenir compte.

Nous avons donc démontré que le sous-développement n'est pas seulement dû à l'impossibilité de démarrage, à la faiblesse de l'industrialisation ou à la prédominance des articles primaires dans les exportations des PVD.

La période de la croissance accélérée après la deuxième guerre mondiale et les changements structurels dans les économies des PVD mettent en évidence que le sous-développement est un processus dynamique dont les formes et mécanismes sont en transformation continue. En même temps apparaît avec une évidence croissante la caractéristique essentielle du sous-développement, à savoir l'hétérogénéité de l'espace économique et la désintégration des structures économiques dans les pays en question.

Les phénomènes de désarticulation, d'absence de complémentarité entre secteurs hétérogènes, non reliés entre eux ; et l'existence de rigidités technologiques, économiques et sociologiques (24) ont été pourtant mis à l'écart par le mythe de la modernisation accélérée et de la diffusion du progrès illustré dans la croissance et l'industrialisation.

Or, le système de l'économie nationale ne constitue pas seulement l'addition de deux ou plusieurs secteurs différents. Notons avec I. Sachs, concernant l'économie mixte que l'«... existence simultanée des secteurs traditionnel et moderne modifie l'activité de chacun d'eux» (25). En effet le sous-développement consiste en la coexistence de sous-systèmes économiques antagonistes mais non isolés.

Effectivement, les stratégies de l'industrialisation accélérée n'ont pas pris en considération l'articulation spécifique entre le secteur mimétique et le reste de l'économie nationale.

Le mode mimétique d'accumulation résulte de trois groupes de facteurs liés au comportement des acteurs principaux de l'industrialisation mimétique dans le Tiers Monde, à savoir : *L'Etat et les Firmes Multinationales (FMN) (26)*:

1) L'extension de l'espace économique par les PCD est liée à la propagation de leur modèle de développement, leur style de consommation et leur mode de comportement. Dans le domaine technologique, les FMN installées dans le Tiers Monde utilisent les mêmes méthodes de production – souvent standardisées – que dans les maisons-mères. Ce fait est bien connu. Notons cependant, que comme les filiales des FMN entrent en concurrence avec les firmes locales, ces dernières se trouvent obligées d'appliquer les mêmes choix technologiques. Tel est aussi le rôle des normes et standards internationaux.

2) Ce type d'industrialisation-modernisation répond aux intérêts des minorités privilégiées du Tiers Monde. «Chaque groupe social tente de faire jouer les mécanismes économiques dans un sens favorable à ses intérêts» (27). Il existe une corrélation étroite entre les modèles de consommation et la dotation en capital par personne employée. Finalement nous nous retrouvons dans un sous-développement industrialisé qui se caractérise par l'utilisation de technologies à forte intensité de capital et par conséquent concentrées dans un nombre relativement limité de branches, produisant des articles qui ne peuvent être consommés que par la minorité de la population.

3) L'utilisation stratégique de ressources dont dispose l'Etat est en partie déterminée par deux groupes de facteurs déjà mentionnés. En outre, l'Etat obtient facilement un consensus général pour l'industrialisation qui constitue une partie indissociable de la croissance mimétique et de la modernisation. Cela permet à l'Etat de procéder à l'accumulation du capital, à l'extension du surplus, à la reproduction élargie des moyens de production et finalement à la reproduction des rapports sociaux. L'industrialisation de ce type s'impose par l'idéologie du progrès, la propagande et la publicité. L'industrialisation et les innovations techniques, la modernité et la sophistication deviennent ainsi une exigence.

Si cela répond aux intérêts des élites dirigeantes, tant mieux pour elles. L'Etat utilise les idéologies du progrès, du patriotisme, ainsi que la propagande et l'action des parties politiques pour dissimuler cette réalité. D'ailleurs «quand la population d'un PVD s'éveille à la liberté, ses chefs sont enclins à utiliser, contre la puissance autrefois coloniale les moyens dont celle-ci s'est servie pour asseoir sa domination...» (28).

Le modèle alternatif du développement limitant l'ampleur mimétique apparaît aux yeux des dirigeants du Tiers Monde comme retardataire ; d'autant plus que le concept de «développement», qui a fait une carrière internationale au cours des trois dernières décennies, était celui qui prônait une industrialisation modernisante, une croissance quantitative, un transfert de capitaux et de technologies.

Nous avons volontairement insisté beaucoup plus sur le troisième groupe de facteurs, car on reproche aux FMN d'utiliser des techniques et méthodes de production inappropriées et inadaptées, provenant des PCD, et en même temps, on se vante des modes d'accumulation et de croissance mimétiques, lorsqu'ils sont promus par un Etat du Tiers Monde. Or, dans les deux cas les conséquences pour l'ensemble de l'économie nationale sont exactement les mêmes à savoir la désintégration.

C'est pourquoi la proposition de C. Furtado de «...s'anticiper sur l'effort d'assimilation» à la civilisation industrielle (29), nous paraît séduisante et idéologiquement efficace, mais pas conséquente, parce qu'elle nous oblige à nous situer toujours par rapport à un modèle de réussite, ce qui suggérerait une dépendance à «l'aval».

Les stratégies de développement mises en œuvre au cours des dernières décennies étaient explicitement ou implicitement fondées sur deux principes avec une coloration mythique :

1. la croissance et l'industrialisation accélérée et la modernisation comme remède universel permettant de diminuer l'écart par rapport aux PCD;
2. la conviction que la diffusion des impulsions modernisantes et des effets d'entraînement permettront de généraliser la modernisation et de construire une économie indépendante.

La discussion théorique très intéressante qui a eu lieu au cours des années 1950 et 1960 s'est achevée pratiquement en faveur de l'industrialisation fondée, dans la majorité de cas, sur le principe résultant du modèle de Dobb-Sen, à savoir la maximisation du surplus disponible pour accélérer les investissements dans le secteur moderne (30).

L'indivisibilité de l'appareil productif provenant du système économique différent et l'étroitesse des débouchés dans les PVD ont favorisé l'approche de la croissance déséquilibrée qui «permet de profiter au maximum des économies d'échelle dans les branches en pointe ; d'autre part, elle fait bénéficier le reste de l'économie d'une gamme variée d'économies externes» (31). Dans les conditions des pays sous-industrialisés «... seul le très grand complexe industriel, transportant pour ainsi dire son propre environnement et sa propre sous-traitance, peut s'installer sans crainte dans ces déserts technologiques» (32).

L'option en faveur d'unités de production de grande dimension et de croissance mimétique exige dans une économie pauvre une très forte concentration de ressources dans les régions et branches privilégiées.

Comme les sciences économiques s'occupent de l'allocation des ressources rares, faisons le bilan de cette option. Notons avec F. Perroux : «le point n'est pas de savoir si en un premier temps des ressources sont prélevées quelque part pour constituer un ensemble dense, mais si, au bout d'une période (...) l'ensemble des zones ou espaces sur lesquels il exerce ses actions ne bénéficie pas d'avantages supérieurs à ceux que cet ensemble aurait obtenus par un développement décentré» (33).

Résumons à présent les arguments soutenus en faveur de ce type de croissance — industrialisation, pour ensuite démontrer que dans sa nature propre il y a déjà des facteurs limitant ces avantages. Ces arguments sont les suivants :

- les effets d'entraînement, surtout la fourniture d'inputs à d'autres secteurs — «effets aval» — ici la supériorité de l'industrie sur l'agriculture du point de vue de «stimulation directe à l'établissement de nouvelles activités par des effets d'entraînement (...) est écrasante» (34) ;
- les économies d'échelle réalisées par les grandes firmes industrielles ;
- la disponibilité d'un surplus qui permet d'accroître le taux d'investissement et ainsi d'accélérer le développement.

On admet généralement le coût social de ce type d'industrialisation élevé, mais ceci devrait être compensé par les avantages ci-dessus mentionnés (35).

Pourtant, l'articulation perverse du secteur mimétique avec le reste de l'économie nationale réside dans le caractère même de l'accumulation mimétique, qui compromet la réalisation des avantages préconisés, et aboutit au mal-développement (36).

Le secteur mimétique, conçu comme secteur «moteur» qui doit se développer dans le cadre de l'économie pauvre, exige une concentration de ressources rares (37). Autrement dit, ce développement doit se faire au détriment du reste du système économique national, soit d'une manière explicite au cours de l'accumulation primitive socialiste, ou d'une manière implicite par l'intermédiaire du marché.

En effet la production agricole augmentait dans le Tiers Monde beaucoup plus grâce à l'accroissement de la surface des terres cultivées qu'à l'augmentation de la productivité agricole. Là où l'extension de surfaces cultivées est impossible ou difficile, les modifications dans les techniques agricoles ne peuvent pas compenser la rareté croissante de la terre, et le taux de croissance de la production agricole baisse en conséquence.

Le rythme de l'accumulation du capital dans l'agriculture et dans d'autres secteurs non-prioritaires est contrôlé et orienté au nom de l'intérêt supérieur de l'accumulation générale, souvent par l'intermédiaire de l'Etat (38). Les économies paysannes se sont ainsi trouvées «...condamnées à consacrer leurs moyens très limités aux cultures de rente et d'exportation afin d'alimenter le budget d'Etat et de financer l'importation d'une modernité coûteuse, mal adaptée et trop concentrée dans les villes» (39). Nous pourrions multiplier des exemples de la détérioration des revenus des agriculteurs (40).

Si c'est la loi de valeur qui détermine l'exploitation de l'agriculture par un secteur doté d'une composition organique du capital plus élevée, il ne faut pas oublier que l'allocation volontaire des ressources par les acteurs du développement — Etat, FMN — limite sa fiabilité à l'échelle nationale.



En dehors du secteur mimétique les effets d'entraînement ne peuvent pas se généraliser simultanément à cause d'une «...incompatibilité entre l'état des besoins existants et la réponse technologique occidentale (...) ceci peut être dû à une différence écologique, ou bien à une discontinuité entre le type de problème posé et le type de réponse suggérée» (41).

Il est évident que dans ces conditions l'invention et l'innovation locales restent bloquées à mesure que celles-ci cherchent à changer les facteurs rares. Elles ne pourraient se développer que si elles étaient intégrées dans la capacité de production du système (42).

Ce mode d'accumulation provoque la concurrence entre le secteur mimétique et le reste de l'économie, les petites entreprises et l'artisanat étant les plus touchés, non seulement pour les ressources rares, mais aussi pour les débouchés. Cela veut dire que la complémentarité au sein du système national reste relativement limitée. En effet les artisans et les salariés des industries locales traditionnelles, éliminés du marché, provoquent la baisse de la demande solvable. La demande ne retrouverait son niveau normal que si cette force de travail et les artisans avaient le même niveau de rémunération (43).

Or, les effets de l'industrialisation mimétique sur l'emploi, quelque soit la dynamique de croissance, restent très limités. D'après la Banque Mondiale, le secteur industriel a absorbé, au cours des dernières décennies, moins de 30% de travailleurs supplémentaires dans les PVD à revenu intermédiaire et moins de 20% dans les PVD les plus pauvres (44).

Ainsi, les économies d'échelle qui devraient être réalisées dans le secteur mimétique deviennent plus illusoire encore, et c'est que met en évidence l'UNIDO, estimant que la part du potentiel productif installé dans les PVD, et non-utilisé atteint 30% (45).

Le manque de cohésion dans les activités économiques entre différents secteurs constitue un blocage considérable à la mobilité et à la mobilisation des facteurs de production et des produits. En effet «... l'accumulation et l'expansion du capital ne peuvent trouver l'essentiel de leurs composantes dynamiques qu'à l'intérieur même du système» (46). Cette constatation — qui est aussi une définition de la «dépendance» — par Cardoso et Faletto, soutient notre thèse que les modes d'accumulation et de croissance, que nous nommons «mimétiques» constituent le mécanisme essentiel de dépendance à l'égard des pays capitalistes développés.

Nous constatons une contradiction dans le système économique créé au cours de l'accumulation mimétique. Cette contradiction se manifeste par l'articulation dialectique de l'ensemble de l'économie nationale avec le secteur mimétique. En somme ce secteur, pour se développer, doit détruire — au moins relativement — les conditions de la reproduction sociale dans le reste du système, qui devrait cependant constituer la base de son expansion ultérieure.

En admettant que cette phase de déséquilibre et de désintégration ait été indispensable pour créer un noyau industriel (47), on a pourtant sur-estimé l'effet de diffusion du progrès, et sous-estimé les difficultés de sortir de «l'unilatéralité» du développement du secteur mimétique.

La disparition de cette contradiction constitue la condition sine qua non de la croissance à long terme. Cette disparition doit être accompagnée d'un mécanisme «positif», à savoir une certaine complémentarité entre les deux parties (48); ou au moins que les effets favorables dépassent ceux de la contrainte. Dans le cas contraire, nous n'aurions qu'une juxtaposition de sous-ensembles différents.

En réalité, le problème qui se pose est non seulement celui de la faiblesse des échanges inter-sectoriels, mais aussi et surtout celui de la dialectique contradictoire de la croissance mimétique. A ce sujet, deux faits importants sont à signaler : le blocage de l'agriculture (49), et la dette extérieure de 700 milliards de dollars environ (50).

La situation de crise qui résulte de l'impossibilité d'intégrer l'ensemble de l'économie nationale autour du secteur mimétique incite à une «fuite en avant». Cette «fuite en avant» consiste à rechercher la cohérence dans le cadre du secteur mimétique lui-même, ce qui suppose son élargissement continu. Or, l'accélération de la croissance du secteur mimétique ne constitue pas un changement qualitatif du fonctionnement de l'économie nationale des PVD.

La mise en place d'une «structure industrielle cohérente» (51) ainsi que le choix de la branche sur laquelle elle doit reposer ne constituent pas à nos yeux la solution du problème car au sein même du mode d'accumulation mimétique, les différents objectifs que s'étaient fixés les stratégies mises en œuvre ont abouti au même résultat à savoir un mal-développement. Ainsi, presque tous les PVD qui forment pourtant un groupe hétérogène ont abouti aux mêmes résultats.

Dans la stratégie d'accumulation mimétique, les facteurs externes et internes sont en interaction. Notons avec D. Streeten que «...L'inégalité internationale et l'inégalité interne dans les pays pauvres se consolident mutuellement» (52). Notre approche nous permet de placer l'action des acteurs internes de développement dans un contexte global. L'état national est devenu l'acteur principal du processus de développement dans le Tiers Monde, et cela paraît être une tendance générale. Ainsi le problème des choix de stratégies de développement a une ampleur non seulement économique, mais aussi politique (la répartition de la plus-value en investissement et en consommation). Les stratégies actuelles ont eu une grande popularité parce qu'elles ont bien servi les intérêts des décideurs.

Or, la dynamique élevée de la croissance économique des PVD était en grande partie possible grâce aux conditions externes favorables, ce qui permettait de camoufler les contraintes des modes de croissance réalisés. Cependant, la crise actuelle du système économique mondial a nettement dévoilé la fragilité de cette croissance.

La « belle époque » finie, les PVD se retrouvent face à une situation marquée par la dette de 700 milliards de dollars environ (53) et par la chute brutale des investissements étrangers privés dans les pays endettés, qui vont de 71 milliards de dollars en 1981 à 20 milliards seulement en 1983 (54). Quelque soit l'appréciation du rôle des capitaux étrangers, la diminution brutale de leur montant constitue en soi un facteur de déséquilibre aggravant la situation à court terme.

Parallèlement, la stagnation de l'agriculture et surtout de la production alimentaire, et l'augmentation permanente des importations pèsent de plus en plus sur les balances de paiement des PVD.

Tout cela nous autorise à spéculer sur les possibilités du changement de la « philosophie » du développement.

L'incapacité des systèmes économiques de la majorité des PVD d'assurer le fonctionnement du secteur mimétique sans aggraver la situation du reste de l'économie devient de plus en plus évidente. Le problème qui se pose donc concerne les capacités des systèmes économiques, à un niveau d'accumulation de capital relativement bas (en moyenne), de « supporter » à la fois des investissements et des productions d'articles exigeant l'utilisation de ressources considérables et surtout des productions à forte intensité de capital. Ce problème, qui a un caractère universel, est encore aggravé par la part élevée de l'élément « volonté personnelle » dans la prise des décisions économiques qui ont une valeur stratégique. Paradoxalement, le perfectionnement des techniques de planification rend plus subjectif l'exécution et l'élaboration du plan (55).

Pourtant la rigidité des structures socio-économiques mises en place au cours de l'industrialisation mimétique rend difficile la reconversion du secteur mimétique en faveur de la mobilisation pour le compte des secteurs les moins développés, surtout celui de l'agriculture (56).

L'agriculture doit non seulement produire un surplus commercialisable (ce qui est d'ailleurs une condition préalable de la reproduction élargie), mais elle doit aussi constituer un débouché pour l'industrie, car «...si l'agriculture ne suffit à justifier par elle seule aucun des grands projets industriels, elle fournit à la plupart d'entre eux un débouché d'appoint tel que sans le débouché agricole ces projets ne pourraient pas être entrepris » (57).

L'importance du secteur agricole dans le Tiers Monde n'est pas due à sa part dans le PIB (inférieure à 17% à la fin des années 1970 (58), mais au fait que ce secteur emploie plus de 50% de la population active (voire plus de 80% dans les pays les moins avancés (59).

Or, la crise de l'agriculture que nous avons mentionnée et qui est liée à la diminution des terres cultivables disponibles et à des relations d'échange défavorables, accélère le processus de migrations vers les villes, contribue à la marginalisation d'une partie croissante de la population, et finalement accentue les disparités régionales (60).

Dans ce contexte la comparaison entre le Brésil et le Mexique d'une part, et la Corée et le Taïwan d'autre part, nous aidera à mieux exposer le rôle de facteur d'intégration de l'agriculture dans le processus de développement (61).

Les deux premiers pays constituent un exemple parfait de la croissance accélérée du secteur mimétique accompagnée d'une crise de l'agriculture paysanne et de tous les phénomènes liés au mal-développement (62).

Le Taïwan et la Corée constituent un cas différent. Ces pays bien qu'engagés également dans les stratégies orientées à l'exportation, ont accompli, après la deuxième guerre mondiale, des réformes agraires (La Corée en 1974 et 1950), qui ont non seulement permis une croissance considérable de la production agricole mais aussi un maintien de la demande intérieure (63).

Notons au passage que le phénomène déjà mentionné à propos du Japon se retrouve dans ces deux pays. Leur développement rapide est, dans la plupart des cas, expliqué par la réussite de l'industrialisation orientée vers l'exportation (64).

Or, si cette stratégie a provoqué relativement peu de déséquilibres et s'est maintenue à long terme c'est, à notre avis, surtout grâce à l'attention portée par les gouvernements sur le secteur agricole. Ce qui nous paraît particulièrement original (65) est la création dans le secteur rural de «...petites industries destinées à fournir des biens de consommation aux ménages et des biens intermédiaires à l'agriculture. Ce développement, qui fut exceptionnellement rapide, a contribué de manière importante à l'industrialisation et à la création d'emploi ; dans les années soixante, l'emploi dans ces industries rurales a crû de quelques 6% par an» (66).

De la même manière, au Taïwan, entre 1956 et 1966, cet emploi a crû de 7,4% par an, si bien qu'au début des années 1970, environ 70% des ménages employés dans l'agriculture tiraient une partie de leurs revenus d'emplois non-agricoles (67).

En effet, dans ces deux pays, sans vouloir idéaliser les régimes autoritaires gouvernant, la répartition des revenus est une des moins inégalitaires du Tiers Monde (68). C'est exactement le contraire qui se produit au Brésil et même au Mexique.

Cette attention portée sur le secteur rural a permis non seulement la croissance rapide de la production agricole, mais surtout celle de la demande intérieure qui restait relativement homogène et mieux répartie dans le cadre régional et sectoriel. C'est cet aspect de diffusion et de généralisation du processus d'industrialisation, qui à notre avis, semble particulièrement important pour la dynamique et la cohérence du fonctionnement de l'économie nationale (69).

Le problème essentiel du choix d'une stratégie de développement et d'industrialisation ne réside donc pas dans la disponibilité d'une technique permettant d'accroître la production et la productivité ; il est dans la diffusion rapide et généralisée de cette technique, dans son adaptation aux

conditions des PVD, et finalement dans la dynamisation des régions et secteurs jusque-là défavorisés (70).

La diffusion des gains de productivité s'effectuera d'autant mieux que les techniques de l'industrie seront voisines de celles de l'agriculture. «...la prépondérance des firmes de dimension modeste, à localisation campagnarde est plus favorable à la diffusion que la présence d'un petit nombre de grandes firmes urbaines» (71).

Dans le contexte mentionné ci-dessus, la situation de l'Afrique est très complexe. Le niveau d'industrialisation de l'Afrique est très bas et sa part dans la valeur ajoutée de l'industrie mondiale est médiocre. Pourtant vu les conditions socio-économiques et surtout le bas niveau de revenu national, le caractère mimétique de l'industrialisation africaine devient évident. Par conséquent le degré de concentration des ressources exigées par l'industrialisation mimétique est très accentué.

D'autre part, la fragilité du système économique national est relativement plus accentuée que dans d'autres PVD. Cela concerne surtout les secteurs que nous avons appelés secteurs non-privilegiés et qui deviennent ainsi les premières victimes de la répartition inégale des ressources productifs, sans oublier les autres conséquences de l'industrialisation mimétique.

Le paradigme dominant, basé sur les avantages fonctionnels des techniques modernes, fait que les tentatives alternatives sont traitées comme des «curiosités anthropologiques», ou alors étroitement identifiées à la voie chinoise. Nous avons déjà mentionné plusieurs facteurs jouant en faveur des choix mimétiques. Ajoutons ici que la puissance de l'appareil idéologique des masses dont disposent les FMN à l'échelle planétaire, leur permet de filtrer et de détourner l'information (72). En l'occurrence le principe de «marcher sur deux jambes», qui devrait être conçu comme une stratégie universelle, permettant l'allocation des investissements dans le domaine où se réalisera la plus grande augmentation nette de la capacité productive par unité du capital, est généralement associé à une collectivisation rigide, à un égalitarisme exagéré et à d'autres caractéristiques décourageantes pour les équipes dirigeantes actuelles du Tiers Monde. Cependant il est possible de reconnaître des éléments de stratégies de marcher sur deux jambes, dans la politique économique de pays si éloignés de la voie chinoise, tels que le Japon, le Taïwan et la Corée.

En dénonçant le mode d'accumulation mimétique, nous ne voulons pas dire que nous nous opposons aux techniques modernes ou à l'industrialisation. Nous désapprouvons seulement un certain type de raisonnement ethnocentrique, admettant la supériorité et l'universalité des «solutions» qui, implantées dans les pays du Tiers Monde, sont censées produire des effets favorables (73). S'il n'en est pas ainsi, il revient alors aux sociologues d'examiner les «effets pervers».

Nous considérons les stratégies endogènes comme une «philosophie» de développement, ce qui suppose que le fond du problème ne se situe pas dans l'atteinte d'un objectif précis (comme par exemple l'objectif

de Lima d'atteindre 25% de la VAM mondiale). Il réside à notre avis, dans le «guidage» du fonctionnement du système socio-économique national (compte tenu des blocages qui le paralysent), et dont les finalités se définissent au fur et à mesure que le système évolue (74).

Quand on prend en considération les structures économiques mises en place au cours de l'industrialisation mimétique, une stratégie mixte s'impose. Elle doit consister en la recherche de complémentarité et de limitation des contraintes entre le secteur mimétique et le reste de l'économie nationale. C'est, alors, la seule issue que nous voyons pour faire valoir les avantages potentiels du secteur mimétique existant. C'est aussi une des conditions qui permettrait d'entraîner les secteurs défavorisés. Cela signifie qu'il faut aussi s'attaquer aux problèmes essentiels auxquels se heurtent les PVD, à savoir : le chômage déguisé, l'urbanisation perverse, la non-satisfaction des besoins essentiels, les disparités croissantes dans plusieurs domaines, etc. Ce qui nous paraît important, c'est l'incorporation de cette problématique dans les stratégies de développement en tant qu'éléments du fonctionnement du système socio-économique, et non seulement dans le cadre opérationnel qui a déjà démontré son inefficacité à plusieurs reprises.

A notre avis, le problème essentiel du développement consiste à inventer des formes de vie sociale appropriées à une société concrète. C'est cela qui garantit l'efficacité relative — possible à atteindre dans les conditions politiques et culturelles définies et avec un niveau réel d'accumulation du capital.

Il nous semble que la logique de l'approche que nous proposons serait utile dans l'analyse du concept du développement endogène. La problématique de la création de ses propres formes et méthodes de développement — par opposition à un suivisme mimétique actuellement observé — consiste à rechercher la façon optimale de concilier les «composantes» internes et externes du développement. Cette proposition permettrait d'intégrer d'une façon évolutive, l'aspect «auto-centré» des stratégies endogènes dans une «optique globale», conçue comme la recherche de la cohérence et de l'intégration des structures mises en place dans le Tiers Monde.

## NOTES

1. C. Furtado, *Le capitalisme post-colonial*, in: *Esprit*, No. 4, 1975, p. 50.
2. Cette apparition et cette diffusion au sein d'une partie de la population illustre la répartition des revenus et les rapports de pouvoir ; elle est stimulée par tout un appareil de marketing et de distribution dont disposent les pays capitalistes développés.
3. F. Ferroux, *Pour une philosophie du nouveau développement*, UNESCO, Paris 1981, p. 190.
4. Nous montrerons plus loin la différence entre cette phase et la phase d'industrialisation par substitution des importations, qui s'effectuait surtout en Amérique Latine avant et au cours de la deuxième guerre mondiale, et qui était beaucoup plus «autonome».
5. «Impasse Nord-Sud : Quelles issues ?», Commissariat Général du Plan, Paris, 1984.
6. Le fait que le problème de développement soit posé en terme de «rattrapage» est lui-même une conséquence de l'approche «mimétique».
7. Ici nous constatons seulement le fait d'existence d'un modèle de «réussite» qui s'impose aux autres «objectivement», comme modèle.
8. Surtout dans le monde actuel qui est devenu, pour la première fois dans l'histoire, un «village global», pour reprendre un terme de Melughan.
9. Nous avons remplacé ici la notion de «superstructure», pour y inclure les conditions spécifiques «internationales» qui ont permis l'accumulation accélérée par le biais extra-économique, à savoir le pillage de colonies et le fameux «pacte colonial». En s'interrogeant sur la prédominance des technologies dures, H. Lefebvre écrit : «En jetant un regard rétrospectif sur l'histoire du capitalisme européen/.../ on comprend qu'au début une soft technology était parfaitement concevable, le XIXe siècle aurait pu obtenir une croissance économique /.../ en utilisant les ressources naturelles» (renouvelables telles que le vent, l'énergie solaire etc). cf. H. Lefebvre, *De l'Etat*, t. I, Paris, 1976, p. 60 (?)
10. Nous supposons que les comportements mimétiques déterminent en grande partie des décisions concernant l'allocation des ressources d'une façon qui trouble la cohérence des structures internes. Le fait que le socialisme ait été introduit dans les pays qui étaient sous-industrialisés et non dans des pays où le mode capitaliste de production avait déjà développé toutes les forces productives que la formation capitaliste était assez large pour contenir, pose le même genre de problèmes aux pays socialistes. En effet les Pays Socialistes sont en train de construire une base matérielle des forces productives, que le mode capitaliste de production avait été historiquement incapable de créer. La tentative de rattraper et dépasser les PCD, dans le plus court délai, impose la tentation d'utiliser et de copier les solutions déjà existantes, entre autres la technologie «occidentale», et l'accumulation du capital dans la grande industrie. Ce problème est accentué par le fait que les facteurs institutionnels jouent un rôle important dans le choix des secteurs où se situera l'accumulation du capital. C'est pourquoi nous avons mentionné les Pays Socialistes ; pour dénoncer un mythe très répandu, surtout dans les PVD, que la condition nécessaire et suffisante de la réussite repose sur la souveraineté de l'Etat

national. Or dans les conditions que nous venons de décrire, cette souveraineté décisionnelle ne garantit pas que l'on va éviter un suivisme mimétique dont les conséquences économiques sont évoquées plus loin.

11. Nous signalons un problème théorique sous-estimé par l'approche marxiste, à savoir celui de la cohérence interne d'une formation socio-économique.
12. Si on mentionne souvent les comportements mimétiques dans le domaine de biens de consommation on prend à la légère «la violence symbolique» (terme de Bourdieu) exercée par l'outil.
13. Nous tenons compte du fait que la notion «mimétique» n'est pas tout à fait exhaustive mais nous l'utiliserons pour réduire au même dénominateur des stratégies ayant différentes finalités opérationnelles et réalisées au sein d'un groupement très hétérogène. En ce qui concerne l'interaction de modes de croissance et de modes d'accumulation particuliers, voir p. ex. W. Andreff, Structures de l'accumulation du capital et technologie en URSS, in: *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, Vol. 9, 1978, No. 1, pp. 48–56. Pourtant nous n'appliquons pas ici sa spécification/extensif, intensif, progressif/.
14. Pour notre article, cette notion nous paraît plus convenable que celle déjà un peu obsolète, liée aux premières approches dualistes qui opposent le secteur moderne/capitaliste/ et le secteur traditionnel /pré-capitaliste/. Cette distinction n'a plus aujourd'hui l'importance qu'elle avait à cause de la pénétration générale des rapports capitalistes dans différents secteurs de l'économie des PVD. La notion de secteur mimétique doit être entendue comme plus restreinte que celle de secteur moderne.
15. M. Benitah, *Besoins économiques et Pouvoir /un modèle psychoanalytique du développement/*. Anthropos, Paris 1980, p. 110.
16. Un choix mimétique se base sur les résultats attirants-observables du système imité: unités de grande dimension, réalisation des économies d'échelle, etc. ensuite on adopte une évaluation «optimiste», à savoir l'effet de diffusion et les effets d'entraînement en négligeant les conditions de cohérence du système économique.
17. Les structures productives sont caractérisées par les rapports entre le capital et la force de travail. Les proportions sectorielles de la production, le spectre des techniques utilisées et la vitesse de rotation du capital. Cf. W. Andreff. op. cit. p. 48.
18. Ainsi en Argentine, au Brésil, au Mexique, en moyenne, la part de biens d'équipement importés dans l'ensemble des investissements a chuté de 85% en 1950 à 18% environ en 1970, cf. A. Wziletek-Kubiak, in: *Prace i Materialy IGKR-SGPIS*, Warszawa 1981, p. 142.
19. *Protectionnisme et aménagement de structures*, Nations-Unies, New York, 1982, p. 3.
20. *ibid* p. 3. La signification de ces chiffres est pourtant limitée par le fait d'une très grande concentration de l'accroissement de la production de l'industrie manufacturière dans un nombre limité de pays: au cours des années 1965–75 presque 55% de l'accroissement de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière des PVD appartenait aux cinq pays /Mexique, Brésil, Hong-Kong, Corée du Sud, Argentine/, si on ajoute l'Inde, Indonésie et Thaïlande ce chiffre s'élève à 70%, cf. *World Industry since 1960, Progress and Prospects*, NY 1979, t. II, p. 42.



21. UNCTAD VI, A Strategy for the Technological Transformation, 1983, p. 5.
22. /5.9% entre 1960 et 1978/ taux moyen annuel/ cf. Banque Mondiale, Rapport Annuel, 1983.
23. Impasse Nord-Sud : Quelles issues?, op. cit., p. 18.
24. On reconnaît la faiblesse des théories du dualisme, perçu comme la juxtaposition et/ou contraste : ville – campagne ; capitaliste – pré-capitaliste ; industrie – agriculture ; secteur à force et à faible intensité du capital ; monétaire – non-monétaire. Si on avance en démontrant l'argument que ces sous-ensembles ne sont pas cependant séparés on touche l'essentiel de la problématique du sous-développement comme phénomène qualitatif. Notons avec J.P. Sartre que «... à l'intérieur d'une totalité les multiplicités ne se suppriment pas, mais s'intériorisent». c.f. Critique de la raison dialectique, t. I : Théorie des ensembles pratiques. Paris 1967, p.139.
25. I. Sachs, Pour une économie politique du développement, Paris 1977, p. 13
26. La participation active des firmes multinationales constitue la différence principale entre la phase actuelle des stratégies de substitution des importations et celles d'avant la guerre.
27. J.R. Boudeville, Cours d'économie politique, ronéo, 1954, t. I, p. 1–5, cité par O. Ceccioni, Croissance économique et sous-développement culturel, PUF/Paris 1975, p. 103.
28. F. Perroux, Pour une philosophie du nouveau développement, op. cit., p. 172–173. Ajoutons que les élites gouvernantes, malgré leurs déclarations, se sont laissées profondément impressionner par les modèles de développement occidentaux.
29. C. Furtado écrit : «Pour échapper à la domination extérieure il fut nécessaire de s'anticiper sur l'effort d'assimilation, encore que partiel, des techniques de la civilisation industrielle» in: Créativité et dépendance, I.E.D.E.S., Paris 1981, p. 31. Ainsi, quand S. Amin réclame la rupture avec le marché mondial et en même temps «l'implantation de technologies et d'industries de pointe», on voit que les extrêmes se touchent.
30. Nous n'entrerons pas, dans cet article, dans la discussion souvent passionnante et acharnée, sur les choix des techniques productives.
31. J. Freyssinet, Le concept de sous-développement, Mouton, Editeur, Ve éd., 1980, p. 280.
32. Arghiri Emmanuel, Technologie appropriée ou technologie sous-développée ?, Paris 1981, p. 65.
33. F. Perroux, Pour une philosophie du nouveau développement, op. cit., p. 134.
34. A.O. Hirschman, The Strategy of Economic Development, Yale University Press 1958; cité par J. Loup, Tiers-Monde peut-il survivre, Economica, Paris, 1980; p. 176.
35. Ainsi M. Ikonicoff dénomme des désavantages des industries de pointe, tout en se prononçant en leur faveur :

90 *Africa Development*

- 1/ très long décollage du temps entre investissement et l'apparition du produit ;
  - 2/ coûts à l'origine relativement plus élevés que ceux des industries traditionnelles produisant des biens analogues ;
  - 3/ impossibilité d'anticiper sur le marché futur, car pour les produits nouveaux, le marché n'existe pas actuellement. cf. M. Ikonicoff, Les sources privilégiées de l'innovation et les nouvelles options industrielles du Tiers Monde, in: *Revue Tiers Monde*, No. 47, 1971, p. 578. Ajoutons à cela un «gaspillage» du point de vue d'un pays pauvre en ressources lié à la suraccumulation du capital dans les PCD.
36. Il nous semble que J. Galtung nous donne raison quand il parle du caractère général des inégalités, dont la compréhension est faussée par la dichotomie apparente entre PCD et PVD : «...nous devons parler d'un «mal-développement» global, avec des centres sur-développés dans tous les continents du monde et des périphéries sous-développées communes également à tous les pays, bien qu'à des niveaux d'inégalités différentes». cf. J. Galtung &..., *Measuring World Development*, Oslo University, 1974, Paper No. II.
  37. Ainsi l'Inde consacre 40% de son budget de la science à la physique nucléaire et 8% seulement à l'agronomie. cf. J. Grinevald in: *Cahiers de l'Institut d'Etudes du Développement*, No. I, Genève 1975, p. 62.
  38. Il n'est pas vrai que ce problème se pose seulement aux pays avec un niveau très bas de revenu, ne disposant pas d'autres sources de mobilisation de surplus. Même dans les pays pétroliers comme /L'Iran du Shah/ et l'Algérie, l'industrialisation accélérée s'accompagne d'une détérioration de termes de l'échange au détriment de l'agriculture paysanne, comme le montre pour l'Algérie R. Van Malder in: *La Révolution agraire en Algérie: tournant politique ou infléchissement technique?* in: *Civilisation* No. 3-4, Bruxelles 1975. Ajoutons qu'au cours du plan quinquennal algérien 1977-81 l'industrie recevait près de 40% des investissements, et l'agriculture et la pêche 6%, et l'hydraulique 5,7%. cf. M. Drach, *le Monde Diplomatique*, Nov. 1982.
  39. M. Mazoyer, *La crise de la paysannerie*, in: *Actuel Développement*, No. 47, 1982, p. 37.
  40. Voir par exemple *Rural Poverty in the Third World*, B.I.T. 1979.
  41. M. Benitah, *Besoins économiques et Pouvoir*, op. cit., p. 105 ; A.K. Griffin présente plusieurs exemples dans le milieu agricole cf. *The Political Economy of Agrarian Change*, Mac Millan, 1974.
  42. Voir aussi M. Benitah, op. cit. p. 103-105 ; En revenant encore au postulat d'introduire dans les PVD des technologies de pointe /voir note 29/, notons que dans le cadre d'un système économique l'innovation et dans ce cas l'invention technologique devraient répondre aux besoins et difficultés que posaient les précédentes.
  43. Nous n'entrerons pas dans les détails concernant les changements de la structure de consommation et les élasticités de demande.
  44. Cité dans: J. Loup, *Tiers Monde peut-il survivre ?*, op.cit., p. 173-174.
  45. On estime cette part dans les PCD à 10%, d'après A. Elianov, *Razwivajusizjesia strany, otraslewije proporcji ekonomiskovo rosta*, M.E.M.O., No. 8, Moscou 1981, p. 31.

46. F.H. Cardoso et E. Faletto, *Dépendance et développement en Amérique Latine*, PUF, Paris, 1978, p. 21.
47. A notre avis la lecture trop simpliste du concept des «pôles» de développement de F. Perroux n'a provoqué, que des déséquilibres une fois créés comme *Deus ex machina* entraînent la dynamisation du système. C'est pourquoi, ce concept, dans cette interprétation, joue le même rôle que l'axiome d'effets d'entraînement. Cependant il reste à préciser comment le jeu des déséquilibres influence les sous-ensembles particuliers, à partir de quel seuil les acteurs les plus faibles sont-ils écrasés etc.
48. Notons avec I. Sachs, concernant une politique agricole globale et l'intégration de l'agriculture : «Nous sommes persuadés que les avantages dont bénéficierait l'industrie à la suite d'une telle intégration intérieure excéderaient sensiblement tous les gains possibles que pourrait apporter l'intégration internationale...», I. Sachs, op. cit. p. 62.
49. Voir note 54.
50. Voir p.
51. Celle-ci peut-être définie comme «... une matrice inter-industrielle «noircie», c'est-à-dire dont les différents secteurs sont interreliés entre eux par leurs inputs et leurs outputs...». Une «industrie industrialisante» qui conditionne la mise en place d'une telle structure doit «... grâce à la disposition d'entière économie d'ensembles nouveaux de machines», faire accroître «la productivité de travail» et entraîner «la restructuration économique et sociale de l'ensemble considéré...». G. Destanne de Bernis, *Les industries industrialisantes et les options algériennes*, in: *Revue Tiers Monde*, Juillet-Septembre 1971, p. 547.
52. Cité dans : L.C. Bresser Pereira «Les entreprises multinationales et le sous-développement industrialisé»; *Revue Tiers Monde*, Avril Juin 1978, p. 320.
53. Ainsi, les PVD devaient en principe rembourser en intérêts et en capital 108 milliards de dollars en 1982 et 96 mds en 1983. Cette diminution illustre seulement un «rééchelonnement» mais en aucun cas la diminution de la dette. D'après le FMI et *Libération* du 14-15 Avril 1984, p. 14.
54. Au cours des années 1973-77, les importations moyennes annuelles de blé par les PVD s'élevaient à près de 50 millions de tonnes, ce qui constituait environ 10% de leur consommation. cf. *The State of Food and Agriculture*. FAO, Rome, 1978. La Banque Mondiale estime que le déficit alimentaire s'élèvera vers 1985 à 7% de la demande en Asie, près de 17% en Afrique Noire et près de 20% en Afrique du Nord et au Proche Orient. D'après *Development Report*, World Bank, Washington 1979.
55. D'ailleurs à l'occasion de la critique de l'allocation des capitaux privés du point de vue d'intérêt national, on a idéalisé l'allocation par le secteur public.
56. Il nous semble utile de mentionner ici l'exemple des pays socialistes, qui n'arrivent pas à reconvertir une partie de la production industrielle et des investissements pour satisfaire les besoins du secteur agricole en biens d'équipement. Cette situation n'est pas due, comme supposent certains, aux motivations idéologiques mais surtout à la domination d'une «logique industrialisante». Ainsi, les structures

décisionnelles et les institutions (ministères de branche), une fois installées au début d'industrialisation, déterminent des orientations «unilatérales» pour long-temps. D'ailleurs cette optique devient évidente quand on se rappelle des extravagances modernistes dans les fermes d'Etat aussi bien dans les pays socialistes que dans les PVD. Il est évident que même quand on consacre une partie considérable des investissements à l'agriculture (ce qui est rare) leur concentration dans quelques réalisations de prestige diminue les effets de généralisation du progrès. En l'occurrence nous considérons que l'idéologie politique joue un rôle secondaire vue l'optique des décideurs, d'après laquelle la collectivisation constitue la méthode la plus efficace pour «industrialiser» l'agriculture. L'exemple de l'agriculture des PCD, considérée comme modèle, est souvent mentionné.

57. G. Destanne de Bernis, *Les industries industrialisantes et les options algériennes*, op. cit., p. 558.
58. *Rapport sur le commerce et le développement*, F. 81, II. D. 9., tableau B. 9.
59. *Basic Data on the Least Developed Countries*, Note by the UNCTAD Secretariat, U.N., Genève, 1982, p. 4.
60. Il ne faut pas oublier, outre des coûts sociaux très élevés, que même du point de vue strictement économique, «...établir un migrant en ville coûte plus cher qu'améliorer ses conditions de vie à la campagne...» cf. CH. Gros, Y. Le Bot, «Sauver la paysannerie du Tiers Monde». D'autant plus que «l'évolution actuelle des sociétés paysannes du Tiers Monde se fait dans le sens d'une marginalisation croissante des paysans, puisqu'il ne leur reste qu'à aller grossir les bidonvilles des cités». cf. F.M. de Raignon in: *Le Monde Diplomatique*, Juillet 1982.
61. Il existe en fait deux types de problèmes: i) la participation de l'agriculture au processus du développement global, ii) son adaptation à ce même problème; cf. R. Badoin, *Economie rurale*, Paris 1971, (surtout part II).
62. Voir par exemple R. Dumont et M.F. Mottin, *Le mal-développement en Amérique Latine*, Seuil 1980.
63. Voir par exemple *Growth and Equity in Semi-industrialized Countries*, World Bank, Staff Working Paper, July 1979.
64. Autour de la discussion sur les conditions de démarrage du Japon on lance différents arguments. A notre avis, il ne faut absolument pas négliger l'effort produit afin de dynamiser l'agriculture paysanne, sauver et intégrer la petite et moyenne industrie dans le processus du développement moderne. Notons avec R. Dumont: «Seul le Japon (...) a mis dès le départ de son renouveau, l'accent sur la modernisation rurale des petites exploitations, au moyen d'une intensification d'abord basée sur le travail et non sur du matériel importé». in: *le mal-développement en Amérique Latine*, op.cit., p. 42.
65. Malheureusement, quand on regarde le groupement des PVD ce phénomène est particulièrement original» parce que très rare.
66. J. Loup, *Tiers-Monde peut-il survivre?* op. cit. p. 167.
67. Cf. *Growth and Equity in Semi-industrialized Countries*, op.cit.
68. Par exemple en 1970 en Corée, les deux quintiles les plus pauvres recevaient 18% du revenu national; cf. Chenery et autres, *Redistribution et croissance*, PUF 1977.

69. Notons avec F. Perroux: «Tout au long de l'histoire économique, on ne trouve pas un seul exemple de croissance homothétique, équilibrée et également distribuée, entre populations ou territoires... «in: Pour une philosophie du nouveau développement, op.cit., p. 181. Il nous semble pourtant, que le degré de disparités entre les «pôles surdéveloppés» et les économies pauvres a pris une dimension qualitativement différente de celle qui existait auparavant. Voir aussi notre note 47.
70. Ainsi apparaît un critère valable dans les choix stratégiques, jusque-là négligé.
71. R. Badouin, *Economie rurale*, op. cit. p. 223–224.
72. Par exemple A. Mottelard dénonce le monopole mondial de l'information dont les FMN; in: *Multinationales et systèmes de communication*. Anthropos, 1976. En commentant cet ouvrage H. Lefebvre écrit : «il montre (...) comment les oeuvres essentielles dérivent à partir de leur origine, de leur lieux et sens natif, la dérive – contournement et détournement s'organisant par les détenteurs de l'information; ni Marx, ni Lénine, ni Mao, ni personne n'échappent à ce procès». in: *De l'Etat*, t. 4, *Les contraintes de l'Etat moderne*, Paris 1978, p. 194.
73. Ainsi F. Perroux parle de «... la restructuration de tout un ensemble économique et social sous la pression d'un système cohérent de machines». cité par G. Destanne de Bernis in: *Les industries industrialisantes et les options algériennes*, op. cit., p. 547.  
Nous nous rendons compte de l'importance de la sphère non-économique, ce qui nous conduit directement au problème de la cohérence d'une formation socio-économique. Nous ne développerons pas ici ce problème en se rapportant à l'approche «culturaliste». Voir les travaux de R. Preiswerk, P. Bungener, J. Grinevald.
74. Il faut éviter la logique de «one best way» vu l'hétérogénéité du Tiers Monde dans diverses dimensions socio-culturelles et économiques.

**REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

- ANDREFF, W.: Structures de l'accumulation du capital et technologie en URSS – In *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, Vol. 9, No. 1, 1978, pp. 48-56.
- ARGHIRI, Emmanuel: Technologie appropriée ou technologie sous développée? Paris, 1981.
- BADOUIN, R.: Economie rural, Paris, 1971, (surtout part II).
- BANQUE MONDIALE: Rapport annuel, 1983.
- Basic Data on the Least Developed Countries: Note by the UNCTAD Secretariat, U.N. Genève.
- BENTAH, M. : Besoins économiques et pouvoir : Un modèle psycho-analytique du développement. – Paris: *Anthropos* 1980.
- BOUDEVILLE, J. R. : Cours d'Economie Politique, ronéo cité par O. Ceccioni, Croissance Economique et Sous-développement Culturel. – Paris: *PUF*, 1975.
- BRESSER Péréia, L.C.: Les entreprises multinationales et le sous développement industrialisé. – In: *Revue Tiers Monde*, Avril-Juin 1978, p. 320.
- CARDOSO, F.H. et FALETTO, E. : Dépendance et développement en Amérique Latine Paris: *PUF*, 1978.
- CHENERY et autres : Redistribution et croissance. – Paris: *PUF*, 1977.
- DESTANNE DE BERNIS, G. : Les industries industrialisantes et les options algériennes. – In: *Revue Tiers Monde*, Juillet-Septembre 1971, p. 147.
- DEVELOPMENT Report. – Washington D.C., World Bank, 1979.
- DRACH, M. : – In: *Le Monde Diplomatique*, Novembre 1982.
- DUMONT, R. et MOTTIN, M. F. : Le mal-développement en Amérique Latine. – Paris: *Seuil*, 1980.
- ELIANOV, A. : Razwivajuszcizjesia Strany, Otrasleywyje proporeji ekononiskovorosta, M.E.M.O. No. 8, Moscou 1981, p. 31 (sic).
- FURTADO, C. : Le capitalisme post-national. – In : *Esprit*, No. 4, 1975, p. 50.
- FURTADO, C. : Créativité et dépendance. – I.E.D.E.S., Paris, 1981.
- FREYSSINET, J. : Le concept de sous-développement, Mouton Editeur, 5e. éd., 1980.
- GALTUNG, J. et. al. : Measuring World Development, Oslo University, 1974, Paper No. 11.
- GRIFFIN, A. K. : The Political economy of agrarian change. – Londres: Mac Millan, 1974.
- GRINEVALD, J. : – In: *Cahiers de l'Institut d'Etudes du Développement*, No. 1, Genève 1975, p. 62.
- GROS, Ch. et LE BOT, Y. : Sauver la paysannerie du Tiers Monde. Growth and Equity in Semi-industrialized Countries, World Bank, Staff Working Paper, July 1979.
- HIRSCHMAN, A. O. : The Strategy of Economic Development, Yale University Press, 1958; cité par J. Loup, le Tiers Monde peut-il survivre. – Paris: *Economica*, 1980.

- IKONICOFF, M. : Les sources privilégiées de l'innovation et les nouvelles options industrielles du Tiers Monde. — In: *Revue Tiers Monde*, No. 47, 1971, p. 578.
- Impasse Nord-Sud : Quelles issues ?, Commissariat Général du Plan, Paris, 1984.
- LEFEBRE, H. : De l'Etat, t. 4, les contraintes de l'Etat Moderne, Paris, 1978.
- LEFEBRE, H. : De l'Etat t. I, Paris 1976, S 60 (?) (sic).
- LOUP, J. : Le Tiers Monde peut-il survivre ? Paris: *Economica*, 1980.
- MAZOYER, M. : La crise de la paysannerie. — In: *Actuel Développement*, No. 47, 1982, p. 37.
- MOTTELART, A. : — In: Multinationales et systèmes de communication. — Paris : *Anthropos*, 1976.
- PERROUX, F. : Pour une philosophie du nouveau développement. — Paris: UNESCO, 1981.
- Protectionnisme et Aménagement de Structures, Nations Unies, New York, 1982 (sic).
- Rapport sur le Commerce et le Développement, F.81.II.D.9. tableau B.9.
- De RAVIGNAN, F. M. — In: *Le Monde Diplomatique*, Juillet 1982.
- Rural Poverty in the Third World, B.I.T., 1979.
- SACHS, I. : Pour une économie politique du développement, Paris, 1977.
- SARTRE, J. P. : Critique de la raison dialectique, t. I : Théorie des ensembles pratiques, Paris 1967.
- The State of Food and Agriculture, FAO, Rome, 1978.
- UNCTAD VI, : A strategy for the technological transformation, 1983.
- WAN MALDER, R. : La révolution agraire en Algérie : tournant politique ou inflexion technique ? In: *Civilisation*, No. 3-4, Bruxelles, 1975.
- World Industry since 1960, Progress and Prospects, NY 1979, t. II.
- Wziatek — Kubiak A. : Prace i materialy IGKR—SGPIS, Warszawa, 1981 (sic).

## SUMMARY

*The idea of the world becoming more and more a «global village» is hardly questioned nowadays. Indeed, developing countries are being more and more integrated in the world economy with the major result of this integration being a disequilibrium in the relations between developed and developing countries. Various suggestions have been made as to how to solve this problem. Amongst these suggested solutions are : 1) a complete delinking from the world economy, 2) an attempt to change power relations between developed and developing countries, 3) a deeper integration in the world economy. It is the author's view that these solutions are not realistic at all and that what is really important to look at is the issue of the forms this integration has taken so far. To put it simply, the question to try and answer is how are developing countries participating in the international division of labour? For the author, the major obstacle to the industrialization process of developing countries is that these countries are trying to follow the path which developed countries have followed disregarding the fact that development is first and foremost an experience specific to each country. Therefore the strategies and other components of a development process are there not to reach pre-fixed targets such as the one defined at Lima Conference but to direct and harness the way the national economic system operates.*